

QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE LA TRAITE DES PERSONNES ET LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS?

LA TRAITE DES PERSONNES suppose la combinaison d'un acte, d'un moyen et d'une fin:

- ❶ **UN ACTE:** le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes;
- ❷ **UN MOYEN:** la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, l'enlèvement, la fraude, la tromperie, l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre¹;
- ❸ **UNE FIN:** l'exploitation, y compris l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS désigne le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État.

- ❶ Le Protocole relatif au trafic illicite de migrants a pour objet de prévenir et combattre ce trafic, ainsi que de promouvoir la coopération entre les États parties à cette fin, tout en protégeant les droits des migrants objets d'un tel trafic (art. 2 du Protocole relatif au trafic illicite de migrants). Il exige des États qu'ils ne rendent pas les migrants passibles de poursuites pénales du fait qu'ils ont été l'objet de l'infraction de trafic illicite (art. 5).
- ❷ Le Protocole relatif au trafic illicite de migrants vise uniquement les déplacements transfrontaliers illégaux de migrants.
- ❸ Le Protocole impose également aux États de conférer le caractère de « circonstance aggravante » de l'infraction de trafic illicite de migrants : a) au fait de mettre en danger ou de risquer de mettre en danger la vie ou la sécurité des migrants concernés ; ou b) au traitement inhumain ou dégradant de ces migrants, y compris pour l'exploitation (art. 6, par. 3).

VS

- N'implique pas nécessairement de franchir une frontière.
- Signifie généralement une exploitation continue de la victime qui génère un avantage, financier ou autre, pour les trafiquants.
- La marchandise est une personne.
- Les trafiquants commettent une infraction contre des personnes.

- Implique systématiquement le passage d'une frontière et l'entrée dans un autre État en toute illégalité.
- La relation entre le passeur et le migrant, qui est de nature commerciale, prend généralement fin une fois la frontière franchie.
- La marchandise est un service, qui consiste à faciliter le franchissement illégal d'une frontière afin d'en tirer un avantage financier ou un autre avantage matériel.
- Les passeurs commettent une infraction contre l'État.

¹ S'agissant de la traite des enfants, le Protocole n'exige pas que les moyens utilisés soient traités comme un élément constitutif de l'infraction. Ainsi, on parle de traite lorsque les enfants font l'objet d'un acte de traite aux fins de l'exploitation.

PRINCIPALES DIFFÉRENCES

- Le trafic illicite de migrants implique le franchissement d'une frontière internationale, tandis que la traite peut avoir lieu sur le territoire national (on parle alors de « traite nationale »).
- Le trafic illicite de migrants n'implique pas le recours à la force, à la contrainte, à la tromperie ou à l'abus d'autorité.

POINTS COMMUNS

- Liens fréquents avec la criminalité organisée.
- Les infractions de traite des personnes et de trafic illicite de migrants peuvent être commises par les mêmes auteurs, sur les mêmes itinéraires.
- À l'instar des victimes de la traite, les personnes qui font l'objet d'un trafic sont également victimes d'autres infractions, de mauvais traitements, de violences ou de violations des droits de l'homme.

QUELS SONT LES LIENS ENTRE LA TRAITE DES PERSONNES ET LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS?

La traite des personnes et le trafic illicite de migrants s'opèrent sur les mêmes itinéraires et le trafic peut parfois conduire à la traite.

Les personnes qui font l'objet d'un trafic n'ont pas toujours de documents de voyage ou de permis de séjour, elles ne parlent pas forcément la langue du pays dans lequel elles sont entrées et ne connaissent pas nécessairement leurs droits dans ce nouveau pays. Elles peuvent également avoir besoin d'une protection internationale et n'ont aucun moyen de rentrer chez elles.

Ces conditions de vulnérabilité créent un environnement propice à l'exploitation et à la traite. Par exemple, lorsqu'une personne entre sur un territoire en étant l'objet d'un trafic, le passeur peut devenir trafiquant en imposant un système de servitude pour dettes, similaire à l'esclavage. Il peut réclamer une importante somme d'argent au migrant en guise de droit de passage et le contraindre à travailler, vivre et manger dans un endroit choisi pour rembourser ses dettes. La somme demandée au migrant pour son loyer et sa nourriture est souvent trop élevée pour lui permettre de rembourser sa dette initiale. Le migrant se retrouve alors dans un état de servitude pour dettes et devient une victime de la traite.

Ce matériel a été imprimé avec le généreux soutien financier du Royaume-Uni

POURQUOI EST-IL IMPORTANT DE DIFFÉRENCIER LA TRAITE DES PERSONNES ET LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS?

La traite des personnes et le trafic illicite de migrants sont deux infractions distinctes qui requièrent des réponses juridiques différentes, à la fois concernant les droits de la personne victime de ces infractions et les sanctions auxquelles leurs auteurs s'exposent.

S'agissant des titulaires de droits, la confusion entre la traite et le trafic illicite empêche souvent les États, les tribunaux et les prestataires de services d'identifier les migrants victimes de la traite. Les États ont le devoir d'identifier correctement ces victimes pour garantir que leurs droits ne soient pas davantage bafoués et qu'elles puissent bénéficier d'une assistance, de mesures et de solutions de protection, notamment de soins de santé physique et mentale, de la protection accordée aux témoins et de voies de recours. Les États doivent créer un cadre permettant de garantir cette identification.

Les États ont également l'obligation de protéger les droits de l'homme de tous les migrants présents sur leur territoire, quel que soit leur statut au regard de la législation sur l'immigration.

POURQUOI EST-IL CRUCIAL D'ADOPTER UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS DE L'HOMME POUR LUTTER CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES ET LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS?

Alors que la traite et le trafic illicite s'accompagnent généralement de violations des droits de l'homme, de nombreux États n'utilisent pas en priorité de cadres juridiques de protection des droits de l'homme pour lutter contre ces infractions. De manière générale, la législation et les autres instruments utilisés à cette fin visent avant tout à traduire en justice les trafiquants ou les passeurs et négligent de répondre de manière appropriée aux besoins d'assistance et de protection des personnes victimes de la traite ou du trafic. Très souvent, les États n'envisagent la traite et le trafic que sous l'angle de l'immigration, de la justice pénale et de l'ordre public.

Sans l'adoption d'une approche fondée sur les droits de l'homme, les victimes effectives et potentielles de la traite des personnes sont exposées à d'autres violations de leurs droits. Les personnes objets d'un trafic peuvent également être violées, battues et privées de nourriture et d'eau. Bien souvent, ces infractions ne sont pas signalées. Certaines personnes sont abandonnées à leur sort lorsqu'elles ne sont pas en mesure de suivre le groupe de migrants. S'ils n'adoptent pas d'approche fondée sur les droits de l'homme, les États ne seront pas en mesure de prévenir et de combattre ce type de violations.